

L 12811 - 1250 - F 400 €

www.marianne.net

A 3 - 4,50 F - ANG. BEL. ITA. LUX. PORT. COM. ESP. - 4,70 F - CAN. - 5,00 \$ CAN.
DN - 7,00 F - 2,00 € - 4,50 F - 20 - 5,10 € - MAR. - 28 MAR. - TOM. - 2,00 F - NL - 5,10 € - TON. - 7,00 F

Marianne



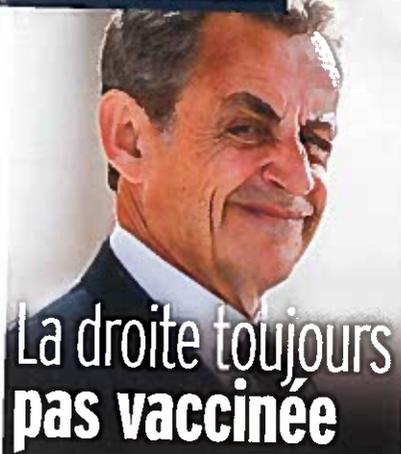
Numéro 1250 Du 26 février au 4 mars 2021

**MAUVAIS... CONTRIBUABLES,
CONSOMMATEURS, CONCITOYENS**



**AVONS-NOUS
LES RICHES
LES PLUS CONS
DU MONDE?**

DÉSIR DE SARKO



**La droite toujours
pas vaccinée**

NAPOLÉON Pourquoi
la commémoration
vire au cauchemar



**Islamogauchistes, peut-être...
mais surtout obsédés de la race et du genre**

Confinés mais fortunés. Et même encore plus, depuis la crise sanitaire. Ironie suprême, en un an, la fortune cotée en Bourse de cinq grandes familles françaises vient de faire un bond de 51 milliards d'euros. Alors, évidemment, les Arnault (LVMH), les Bettencourt (L'Oréal), les Hermès (groupe homonyme), les Hériard Dubreuil (Rémy-Cointreau) et les Mérieux (bioMérieux) ne vont pas sabler le champagne tant cette « majoration » financière apparaît bien inconvenante au regard des règles les plus élémentaires de la bienséance. Mais, après tout, pourquoi blâmer la prospérité ? Pourquoi un riche entrerait « difficilement au royaume des cieus », pour reprendre la célèbre formule de l'Évangile selon saint Matthieu ? Peu importe le nombre de zéros sur le chèque si l'heureux bénéficiaire a fait fortune honnêtement. Et s'il en fait profiter les autres. Tout le problème vient justement de là. De la vocation philanthropique, patriotique ou sociale des sommes amassées. Et, de ce point de vue, les riches français brillent par leur absence, surtout depuis la crise sanitaire. Comme insensibles à la mobilisation générale sonnée par le président Macron « en guerre » contre le coronavirus. Comme persévérants dans cette tentation de fuir à Coblence ou ailleurs pour échapper à l'effort national.

En mai 2020, Gabriel Attal, alors secrétaire d'État chargé de la vie associative, aujourd'hui porte-parole du gouvernement, donc pas du genre « couteau entre les dents », les exhortait même à faire preuve de solidarité : « En France, les milliardaires ne donnent pas

assez. » Un chiffre révélé par le magazine *Challenges* lui donne plutôt raison : selon l'Association française du Family Office, qui réunit des gérants de patrimoines au-dessus de 50 millions d'euros, les grandes familles n'investissent que 3 % de leurs actifs dans la philanthropie. Assez peu. Avec un sens savoureux du sarcasme, Vincent Edin, auteur de *Quand la charité se fout de l'hôpital* (éd. Rue de l'échiquier), voit, depuis la crise sanitaire, s'appliquer chez les grandes entreprises une drôle – ou triste – loi : celle du « 1 pour 40 » : « Le géant pharmaceutique Sanofi a versé 4 milliards d'euros à ses actionnaires et 100 millions à un fonds de lutte contre le Covid [...]. Le rapport entre la recherche et le capital est ainsi de 1 à 40. Total est exactement sur le même ratio avec 1,8 milliard pour les actionnaires et 50 millions pour les hôpitaux. » Quant aux 5 millions donnés par Bernard Arnault, plus exactement par LVMH, à l'institut Pasteur de Lille pour la recherche et la livraison de 40 millions de masques au pays, il ne faut sûrement pas cracher dessus. Jack Dorsey, le fondateur de Twitter, certainement pas exempt de tout reproche, vient, quant à lui, de déboursé 1 milliard – soit environ le quart de sa fortune – pour lutter contre le Covid.

Lorgner vers l'étranger

Mais l'attention portée à ses concitoyens ne se mesure pas seulement avec la calculatrice de la philanthropie. Les riches peuvent également favoriser leur pays en y investissant en priorité. Seulement, voilà, sur ce chapitre-là aussi, les fortunes familiales et les entreprises françaises ne font pas des étincelles. Ces cinq dernières années, seulement 21 % des investissements des entreprises françaises se sont faits à l'intérieur de nos frontières. Et donc 79 % sont partis à l'étranger, d'après les chiffres du cabinet Trendeo. À titre de comparaison, les entreprises américaines ont concentré sur leur

LES RICHES EN FRANCE

QUI SONT-ILS ET COMMENT UTILISENT-ILS (MAL) LEUR ARGENT ?

ILS GAGNENT PLUS DE

6 700 €

par mois net d'impôt

(source : Observatoire des inégalités, avec l'Insee)

ILS VIVENT EN ILE-DE-FRANCE*

pour **43 %** d'entre eux

(source : Insee)

ILS COMPTENT SUR LEUR PATRIMOINE*

22 % de leurs revenus en proviennent (contre 5 % pour l'ensemble des Français).

(source : Insee)

ILS DONNENT PEU

3 % des patrimoines supérieurs à 50 M€ sont investis dans la philanthropie

(source : Association française du Family Office, *Challenges*)

ILS ÉPARGNENT TOUJOURS PLUS

25 % de l'épargne accumulée depuis le début de la crise sanitaire sont détenus par les 10 % des Français les plus aisés

(source : Conseil d'analyse économique)

ILS SAVENT S'Y PRENDRE AVEC LE FISC**

140 Md€

cachés dans les paradis fiscaux

(source : Annette Alstadsæter, Niels Johannesen et Gabriel Zucman, décembre 2017)

* Les 1 % les plus riches

ments... Bien sûr, les grands fleurons français doivent planter leur drapeau aux quatre coins du monde pour y faire des affaires, mais quand leur goût de l'ailleurs sert à produire du low cost dans le cadre d'une stratégie de délocalisation, cela devient contreproductif pour l'emploi dans l'Hexagone.

Et si, au moins, les riches payaient rubis sur l'ongle leurs impôts en France... Encore raté, à en croire les résultats d'une étude de trois chercheurs, dont le Français Gabriel Zucman, professeur à l'université de Californie à Berkeley, et publiée en 2017 : les 0,01 % les plus riches en France cachent à eux seuls pas moins de 140 milliards d'euros dans des paradis fiscaux, une somme

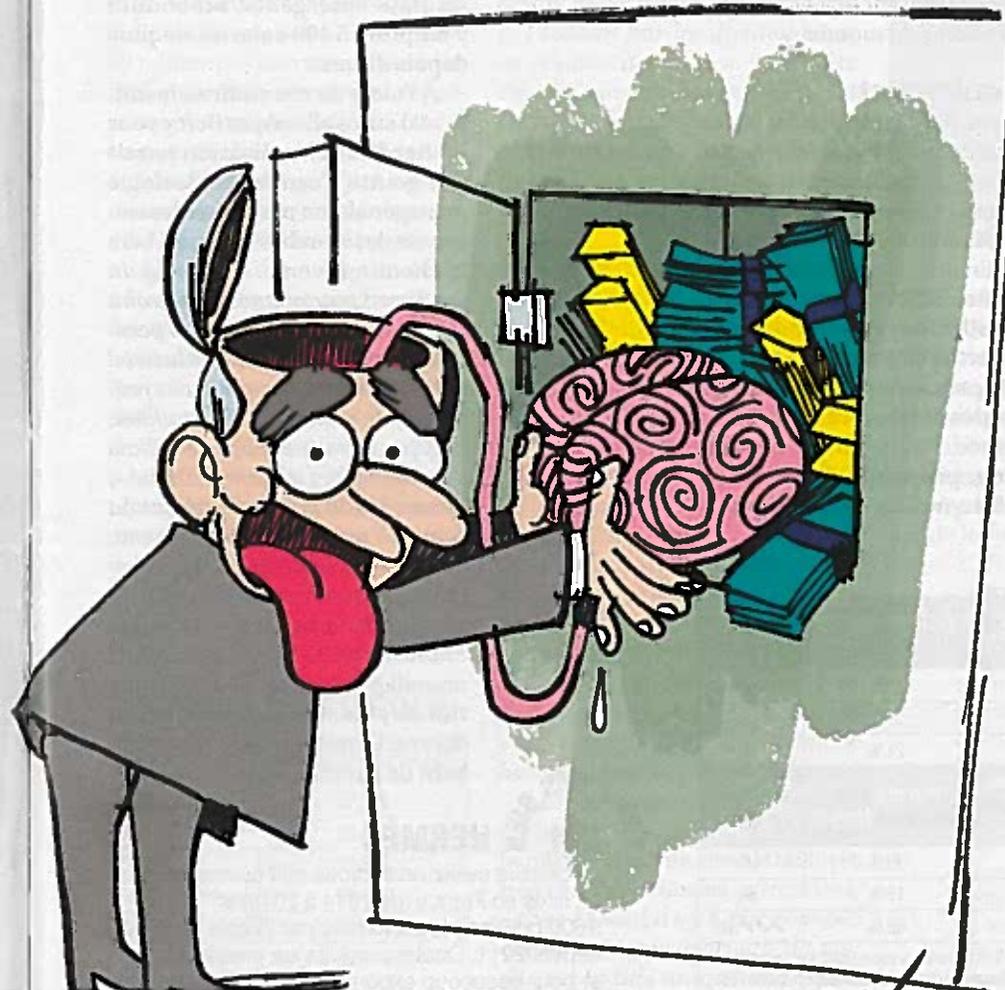
CES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, SEULEMENT 21 % DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES FRANÇAISES SE SONT FAITS À L'INTÉRIEUR DE NOS FRONTIÈRES.

supérieure au plan de relance claironné par le gouvernement.

Alors, question un peu directe : au fond, en France, les riches s'en foutraient-ils des autres ? À première vue, non. Dans leur communication officielle, les patrons du CAC 40 déclarent leur flamme au genre humain. Sur papier glacé, d'épais documents retracent les actions caritatives au bénéfice de l'environnement, des salariés,

des clients, des consommateurs, autrement dit les parties prenantes, les *stakeholders*, comme les nomment les consultants. Sous le haut patronage de la RSE (Responsabilité sociale des entreprises), les patrons signent les chartes de l'ONU sur les droits humains, replantent des arbres, pèsent au trébuchet les litres d'eau économisés dans les filiales lointaines. Du bluff ? « Non, l'imaginaire français s'enracine dans l'universalisme, répond Stéphane Rozès, politologue et président de la société de conseil Cap. La figure de l'ingénieur et celle de l'architecte, aux rêves de conquête, restent encore très prégnantes chez les riches entrepreneurs, mais elles peuvent prendre une forme théorique. » Et, effectivement, cet humanisme de bon aloi, projeté sur des tableaux de chiffres et de slides abstraits, ne se présente plus à hauteur d'homme.

D'aucuns verront dans cet universalisme de happy few un moyen d'allier bonne conscience et bonnes affaires, car il permet de poursuivre son business *worldwide*, d'entourer le monde entier de sa sollicitude... et de se libérer du joug national, propre à corseter les ambitions et à éroder les marges. Stéphane Rozès de poursuivre : « Plus pragmatiques, les Anglais et les Allemands ne se détachent pas aussi facilement du lien qui les unit à leur pays. » À l'heure du retour des frontières, du désir de protection, cette disposition patriotique de nos voisins pourrait bien les favoriser. Au détriment de nos riches, citoyens du – ou plutôt de leur – monde. Chateaubriand mettait déjà en garde ses contemporains : « L'aristocratie a trois âges : l'âge des supériorités, l'âge des privilèges, l'âge des vanités ; sortie du premier, elle dégénère dans le second



MAUVAIS EMPLOYEURS ?

Grands patrons et riches familles embauchent encore, mais loin. Très loin de la terre natale. Surtout vers l'Asie, où salaires low cost et croissance économique exercent sur eux une irrésistible attraction.

PAR FRANCK DEDIEU



Depuis 2009, MARTIN BOUYGUES emploie 10 000 Français de moins.



FRANÇOIS-HENRI PINAULT salaire moins de 10% de ses effectifs dans l'Hexagone.

Charles Sykes / Sipa - Alain Robert / Sipa

LE PÈZE AVANT LA CORRÈZE

À propos de la lutte des classes aujourd'hui, le meilleur diagnostic ne vient pas d'un économiste néomarxiste saturé de statistiques sur les inégalités, pas davantage d'un élu estampillé La France insoumise désireux d'abattre le mur de l'argent. Non, il émane... du milliardaire américain Warren Buffett: « Cette guerre existe [...] et les riches sont en train de la gagner. » Pourquoi? Leur capital circule sur tous les fuseaux horaires au gré des meilleurs rendements attendus. Le travail, « variable », désespérément sédentaire, reste, lui, enserré dans un espace assez réduit avec ses normes sociales et fiscales bien établies. Alors, évidemment, entre les deux, « y a pas photo », comme n'aurait sans doute pas dit Lénine. Et, contrairement aux beaux discours sur l'entreprise imprégnée

d'éthique ou sur la multinationale en quête de sens, le capital s'impose tous les jours un peu plus sur le travail. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder comment les grandes familles localisent leur emploi aux quatre coins du monde.

Basculement

Souvent, elles embauchent à tour de bras dans les zones émergentes low cost et/ou réduisent la voilure dans leur propre pays. Un véritable basculement des forces productives. En une décennie seulement (de la fin de 2009 à la fin de 2019), la famille Bouygues réduit ainsi ses effectifs en France de presque 10 000 personnes. À force de cessions des filiales françaises (La Redoute, Fnac, Conforama...), Kering, propriété des Pinault, emploie moins de 10 % de ses

effectifs dans l'Hexagone. Dans l'industrie, la famille auvergnate Michelin ne cherche plus son salut économique en France, où les plans sociaux se succèdent, mais dans les pays émergents. Bibendum y emploie 5 400 salariés de plus depuis dix ans.

À l'aune de ces chiffres, le milliard d'euros alloué par Bercy pour inciter à la relocalisation paraît une goutte d'eau tant l'idéologie managériale, en phase avec les exigences des marchés, pousse à faire le chemin inverse. « Au-delà du sentiment patriotique des patrons, le problème vient aussi - et peut-être surtout - du tissu industriel déjà très abîmé. Se posent des problèmes de main-d'œuvre qualifiée, d'approvisionnement, de délais de paiement et de compétitivité », nuance David Cousquer, gérant du cabinet Trendeo. Et, effectivement, dans le secteur du luxe, où la substance productive subsiste et où les profits abondent, l'emploi *made in France* se tient. Hermès et LVMH revendiquent ensemble 20 000 salariés de plus sur le sol national en dix ans. Le patriotisme, un produit haut de gamme? ■

Y EN A DES BIEN HERMÈS

Le célèbre sellier revendique huit ouvertures de sites en France (de 2014 à 2019) et 5 600 collaborateurs formés par l'École du cuir depuis 2011. Quatre produits sur cinq fabriqués et pour beaucoup exportés. Et les résultats? En hausse de 57 % entre 2014 et 2019. ■

MAUVAIS INVESTISSEURS ?

LA BOURSE OU L'AVENIR

Les grands groupes font des profits. Mais, au lieu de les investir ou de créer des emplois, ils versent des dividendes aux actionnaires. Au sein des sociétés familiales, les propriétaires doivent arbitrer entre leurs revenus à court terme et l'entretien de leur pactole. PAR SÉBASTIEN GROB

L'euphorie avant la crise. Le CAC 40 avait battu son record de dividendes annuels en 2019, avec 60 milliards d'euros reversés à ses actionnaires. Ce montant représente deux tiers des bénéfices engrangés l'année précédente: autant de fonds qui n'ont pas été réinvestis et qui n'ont pas servi au développement des entreprises.

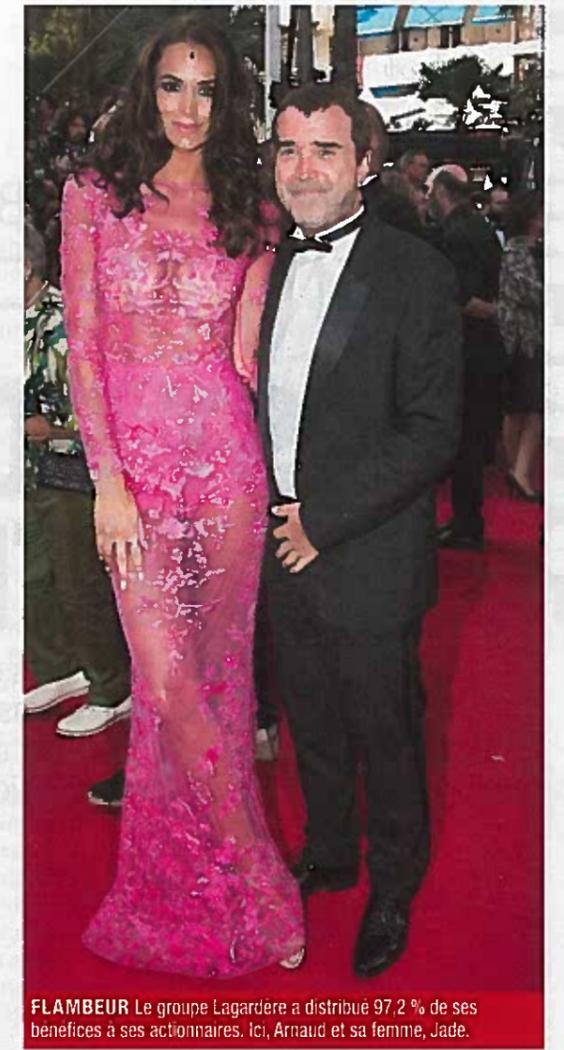
Qu'en est-il pour les sociétés détenues par des particuliers, dont les propriétaires trustent les palmarès des grosses fortunes? Parmi celles que nous avons étudiées, quatre ont reversé davantage de dividendes que la moyenne du CAC 40 en 2018 et 2019 (voir le tableau ci-dessous). Avec un cas extrême: sur ces deux années, le groupe Lagardère a distribué 97,2 % de ses bénéfices à ses actionnaires. « C'est un superbe exemple

d'entreprise dont le propriétaire a besoin de cash pour régler sa dette, et l'obtient par les dividendes et en vendant des actifs », interprète Pascal Quiry, professeur à HEC et coauteur de *La lettre Vernimmen*, une newsletter à l'attention des personnes intéressées par la finance d'entreprise.

Filles uniques de L'Oréal

À l'autre bout du spectre, plusieurs sociétés « familiales » ont reversé moins de la moitié de leurs bénéfices à leurs actionnaires. Y figurent Pernod Ricard (46,6 %), Michelin (44,9 %), ou encore Seb (27 %). La marque emblématique des ustensiles de cuisine fait ainsi partie « des sociétés qui sont très prudentes, et que leurs propriétaires veulent entretenir jusqu'à la prochaine génération », analyse Pascal Quiry. Qui ajoute: « Certaines familles font tout pour que la société se développe et constituent des réserves pour garantir que le dividende ne baissera pas en cas de coup dur. »

Les montants versés sont ensuite répartis entre les membres de la famille possédante, dont la taille est très variable selon les entreprises. « Chez L'Oréal, il n'y a, par exemple, que Françoise Bettencourt-Meyers: elle est la fille unique de Liliane Bettencourt, qui était elle-même



FLAMBEUR Le groupe Lagardère a distribué 97,2 % de ses bénéfices à ses actionnaires. Ici, Arnaud et sa femme, Jade.

la fille unique du fondateur, décrit Pascal Quiry. Alors qu'il y a environ 300 personnes au sein de la famille Lescure, qui contrôle Seb. » Malgré cette dispersion, « les dividendes [du fabricant d'ustensiles] restent importants pour un certain nombre d'entre eux, voire les font vivre », ajoute le spécialiste. ■

Y EN A DES BIEN LVMH

La multinationale du luxe a injecté la moitié de ses investissements en France en 2018-2019, alors que l'ensemble des entreprises françaises ne place que 21 % de ses mises dans l'Hexagone. « Le made in France reste un aspect important pour certains produits de luxe: la plupart des sacs Louis Vuitton sont fabriqués sur le territoire », fait remarquer le professeur à HEC Pascal Quiry. L'investissement se tourne aussi vers les jeunes à travers l'Institut des métiers d'excellence LVMH, qui propose une trentaine de formations, notamment dans les métiers de l'artisanat. ■

LA FRANCE, NON ; L'ASIE, OUI !

Entreprise	Propriétaire	Évolution des emplois en France depuis dix ans (1)	Part des emplois en France (2)	Évol. de la part sur dix ans
Kering	Famille Pinault	- 21 490	9 %	↘↘↘
Bouygues	Famille Bouygues	- 9 779	51 %	↘
LVMH	Famille Arnault	+ 14 391	21 %	=

Entreprise	Propriétaire	Évolution des emplois dans les pays émergents depuis dix ans (1)	Part des pays émergents 2019 (3)	Évol. de la part sur dix ans
Sodexo	Famille Bellon	+ 44 148	39 %	↗
Michelin	Famille Michelin	+ 5 396	15 %	=
Bic	Famille Bich	+ 5 956	65 %	↗↗↗ (4)

Sources : documents de référence sociétés. (1) de fin 2009 à fin 2019, comprend les plans sociaux et les cessions de filiales ; (2) à fin 2019 ; (3) zones Asie, Amérique latine, Afrique, Moyen Orient et, le cas échéant, Europe de l'Est ; (4) les chiffres des pays émergents de 2019 comprennent l'Océanie, pas ceux de 2009.

LES FRUITS DU PACTOLE

Entreprise	Part des bénéfices versés en dividendes (1)
Lagardère	97,2 %
Bic	88,2 %
L'Oréal	72,6 %
Rémy-Cointreau	69,8 %
Hermès	57,9 %

Sources : documents de référence des entreprises. (1) Cumul des dividendes rapportés au cumul des résultats nets part du groupe, en 2018 et 2019.

Arthur Mada / AP / Sipa

MAUVAIS CONTRIBUABLES ?

“L'ENFER FISCAL”, C'EST POUR LES AUTRES

Chefs d'entreprise, célébrités, stars du sport... Pour beaucoup d'ultrariches, payer moins d'impôts est devenu une habitude, abîmant chaque jour davantage l'un des socles de la République, le principe de solidarité. **PAR MATHIAS THÉPOT**

« Si jamais ils nous battent, on leur augmentera leur forfait fiscal », commentait, taquin, l'ancienne gloire du tennis helvétique Marc Rosset à propos des joueurs de l'équipe de France de tennis lors la finale de la coupe Davis France-Suisse, le 21 novembre 2014, à Lille. Il faisait référence à la spécificité de cette finale : tous ses participants résidaient... en Suisse ! Les deux grands noms du tennis helvète, Federer et Wawrinka - normal -, mais également les Français Tsonga, Monfil, Gasquet, Simon et Benneteau. L'appel des sommets suisses certainement, ainsi que du très avantageux forfait fiscal local, assurément. Un impôt réduit, car il est fonction des dépenses et non des revenus ou du patrimoine. Fort heureusement pour les joueurs français, les menaces amicales de Marc Rosset n'ont pas été suivies d'effets, puisque Federer et Wawrinka ont plié l'affaire en quatre matches.

Rois de l'optimisation

Bien sûr, les tennismans sont loin d'être les seuls à chercher l'asile fiscal à l'étranger. Chez nos ultrariches, nombreuses

sont les stars du showbiz, tels Gérard Depardieu, Florent Pagny ou Gad Elmaleh ; les dirigeants politiques, au premier rang desquels Jérôme Cahuzac ; et les chefs d'entreprise pour qui réduire sa charge fiscale a été, ou est encore, une priorité absolue. Pourtant, l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 demande aux citoyens français de s'acquitter « en raison de leurs facultés » d'une « contribution commune » pour « l'entretien de la force publique ». Hélas, ce principe de solidarité, l'un des socles de la République française, s'effrite chaque jour davantage.

Dernière preuve : l'enquête éditée du Monde, publiée en février, nommée « OpenLux » et consacrée aux pratiques d'opti-

misations et d'évasion fiscales au Luxembourg. On y apprend que près de 15 000 Français possèdent des sociétés au grand-duché, totalisant au moins 100 milliards d'euros d'actifs. Épinglées : 37 des 50 familles françaises les plus riches, « dont Bernard Arnault, les Guerrand-Hermès ou les Mulliez ». Mais aussi de grands groupes français, tels Yves Rocher, JCDecaux ou Decathlon. De « l'optimisation fiscale agressive » orchestrée par une myriade de conseillers, qui gagnent des millions en permettant à de grandes entreprises de payer moins d'impôts.

Pis, les Français figurent à la première place du classement des 157 nationalités représentées parmi les bénéficiaires du système luxembourgeois. Perte de rentrée fiscale pour l'État français : environ

5 milliards d'euros par an ! Voilà une polémique qui passe mal en ces temps de pandémie, où l'État français a un besoin urgent de rentrées fiscales pour réinvestir, notamment, dans l'hôpital public.

Un rejet bien ancré...

À cela vient tout de même s'ajouter un fort sentiment anti-impôt chez les plus fortunés. Sentiment qui s'est cristallisé en France à l'arrivée au pouvoir de François Hollande, en 2012, qui avait promis une taxe à 75 % sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros. Taxe qui n'a certes jamais vu le jour, mais qui fut un véritable cauchemar pour les ultrariches, qui n'ont pas de mots assez durs pour qualifier la provocation de l'ancien chef de l'État. « Un socialiste est un bourgeois qui n'a pas réussi », a souvent entendu par la suite un gérant de grandes fortunes familiales, qui témoigne sous le couvert de l'anonymat. Il a alors remarqué que « pour ces ultrariches, tout autre mode de vie que le leur est inenvisageable. Si les pauvres les critiquent, c'est qu'ils sont jaloux ».

Ce gérant confirme que le rejet de l'impôt est très ancré dans les mentalités. « Il y a une forme de peur réflexe chez de nombreux ultrariches vis-à-vis de l'impôt, tant et si bien que, psychologiquement, certains d'entre eux refusent de percevoir davantage de revenus pour ne pas accroître leur contribution au budget de l'État. » Des pratiques parfois irrationnelles. Mais, pour eux, « ce n'est pas un problème de taux d'imposition mais de niveau de contribution :

ils estiment avoir déjà trop donné, en définitive ».

Peut-on tirer un portrait-robot de ses riches qui refusent l'impôt ? « Ce sont souvent des héritiers de très gros patrimoines de 100, voire 200 millions d'euros. » Mais il y a aussi « des néoriches, beaucoup de créateurs de start-up », ajoute le gérant. Des profils qui « démarrent souvent au sommet de la pyramide sociale, sortent de prestigieuses écoles de commerce et dont l'objectif est de s'enrichir le plus rapidement possible ». Pour eux, « le paramètre social ne rentre jamais en ligne de compte. Ils sont totalement déconnectés de la dimension redistributive de leur activité ».

... et de la reconnaissance

En revanche, il faut le dire, des comportements bien plus vertueux existent chez nos grandes fortunes. Comprendre : il existe des chefs d'entreprise très attachés à l'impôt. « Au moins autant que les extrémistes anti-impôt », témoigne ce même gérant. Souvent, au moment de la transmission de leur entreprise, « ils demandent à payer le maximum d'impôts alors qu'ils pourraient facilement réduire leur charge fiscale, notamment en apportant leurs titres au sein d'un holding ». Ce n'est pas rien : « On parle de plusieurs dizaines de millions d'euros qui sont parfois en jeu. » Un profil type ? « Souvent des chefs d'entreprise qui viennent de milieux populaires et qui ont réussi dans l'industrie après avoir commencé au plus bas de la chaîne à l'usine. Eux sont souvent reconnaissants vis-à-vis de ce que la société française leur a donné. » ■



Y EN A DES BIEN LAURENT RUQUIER - BRUNO SOLO

Difficile de trouver trace de gens aisés qui clament payer tous leurs impôts en France. Une star française a toutefois toujours assumé de s'acquitter de ses taxes en France : le présentateur de télévision Laurent Ruquier. « Personnellement, j'ai toujours dit que j'étais fier de payer des impôts, donc, je ne comprends pas l'exil fiscal en général, avouait-il au Point. Même si je paie des sommes énormes, il m'en reste plus que ce qu'il m'est nécessaire et je ne me prive de rien ! » Autre star pro-impôt, l'acteur Bruno Solo : « Je n'ai jamais payé mes impôts ailleurs qu'en France », aime-t-il répéter dans les médias. ■

MAUVAIS PHILANTHROPES? MA BELLE ACTION ET MES ACTIONS



DÉRIVE La Fondation Louis Vuitton, installée dans le bois de Boulogne, aux portes de Paris, a coûté près d'un milliard d'euros et fait baisser la facture fiscale du groupe LVMH d'environ 600 millions.

Les grosses fortunes n'ont pas ouvert très grand leur chéquier pour lutter contre la crise sanitaire. La plupart préfèrent investir dans la culture, fiscalement plus rentable. **PAR EMMANUEL LÉVY**

« Donnez, donnez, do-donnez./ Donnez, donnez-moi./ Donnez, donnez, do-donnez./ Dieu vous le rendra », chantait Enrico Macias en 1980. Mais, aujourd'hui, plus besoin d'attendre le trépas pour se voir rembourser de sa générosité en plumes d'ange. Place au sonnante et au trébuchant de son vivant, le cœur léger, la conscience tranquille et le percepteur dans la poche. Ces nouvelles indulgences ? Le système de défiscalisation pour encourager la philanthropie, inspiré de l'exemple américain et qui est en place depuis 2003, s'est avéré le plus généreux. Un succès : le mécanisme permet de récolter près de 8 milliards d'euros par an sous forme de dons, issus à parité des entreprises et des ménages mais... coûte près de 5 milliards d'euros aux caisses de l'État. Mais, n'en déplaise à l'Admical,

le lobby pro-mécénat, qui se plaît à souligner l'absence de demande de remboursement de nombreux donateurs, charité bien ordonnée commence par soi-même. « Nous avons les pires riches du monde dans l'Hexagone ! Rapporté à leurs fortunes, qui se comptent en milliards, voire en dizaines de milliards, et surtout à leur incroyable progression ces dernières années. Nos Ladreit de Lacharrière, Bolloré, Pinault et consorts ne donnent que des cacahuètes. Via son groupe, LVMH, Bernard Arnault a, par exemple, donné 5 millions d'euros à l'Institut Pasteur », souligne Vincent Edin, journaliste et auteur d'un virulent pamphlet sur la philanthropie (1). Depuis la révélation de l'affaire par Marianne, la Fondation Louis Vuitton est devenue la caricature de cette dérive. Le quasi-milliard d'euros qu'a coûté

la construction du bâtiment a permis au groupe d'économiser l'équivalent de 60 % en impôts. Et à son patron, Bernard Arnault, de remporter la timbale de grand mécène de l'art, façon Médicis.

La crise sanitaire l'a cependant mis en lumière : les mécènes pour la recherche médicale se font rares. Le baromètre publié par Admical place la recherche scientifique en 9^e position parmi les domaines soutenus. Alors, bien sûr, il y a aussi le mécénat pour la santé. Mais laquelle ?

Angoisses de nantis

Les principales actions soutenues sont elles aussi en phase avec les angoisses des plus riches, voire de leur propre maladie : « Au XIX^e siècle, il y avait encore une sorte de croyance dans le progrès, pour éradiquer les maladies notamment. À présent, les riches donateurs se concentrent sur leur propre pathologie, voire sur la lutte contre le vieillissement... », confirme Vincent Edin. Nicolas Truffinet le montre aussi dans sa thèse (2) : quand protéger les pauvres de pathologie comme la tuberculose, c'était se protéger soi-même, les riches ne lésinaient pas sur le financement de la recherche. C'est humain, après tout. Mais, au moins, les dons pour les instituts de recherche, pour l'hôpital, comme l'AP-HP, et même les legs aux universités affluaient, notamment lors des grandes successions. À cette enseigne, les 5 millions d'euros offerts par Bernard Arnault à l'Institut Pasteur depuis la crise du Covid font tout de suite riquiqui. ■

(1) *Quand la charité se fout de l'hôpital. Enquête sur les perversions de la philanthropie*, éd. Rue de l'échiquier, 96 p., 10 €.

(2) *Fondations philanthropiques et recherche médicale en France au tournant des XX^e et XXI^e siècles*.

Y EN A DES BIEN PIERRE OMI DYAR

Combien de milliardaires français ont signé « The Giving Pledge », la charte (non impérative) initiée par Bill Gates et Warren Buffett en 2010, engageant à donner au moins 50 % de leur fortune ? Un seul, Pierre Omidyar, le créateur franco-américain d'eBay, assis sur 11 milliards de dollars, selon le magazine *Forbes*. ■

Chez ces gens-là, on ne cause pas... on compte. Les anecdotes racontées à "Marianne" par un gestionnaire de fortune suffisent à s'en convaincre. **PAR FRÉDÉRIC*, AVOCAT FISCALISTE POUR UN GRAND CABINET PARISIEN**



CONFESSIONS D'UN EXPERT EN DÉFISCALISATION

« Ne me demandez plus de perdre mon temps à gérer des millionnaires qui veulent donner leur argent à des animaux ! Il y a quelques mois, un octogénaire, vieux garçon qui a hérité de la fortune familiale et qui sent sa fin arriver, nous a sollicités pour organiser le legs de son patrimoine. On parle d'environ 10 millions d'euros. À sa femme ? Il n'en a jamais eu, et nous fait comprendre qu'il a toujours été très soupçonneux vis-à-vis de la gent féminine. Il ne leur fait pas confiance. À sa sœur ? Il l'a toujours détestée. Aux bonnes œuvres ? Ça ne lui est jamais passé par la tête. Car cet homme ne fait pas confiance au genre humain. Il nous demande donc de lui construire un mécanisme juridique pour qu'il cède ses millions à parts égales à... ses trois chiens ! "Comment faire en sorte que mes chiens s'occupent de mon patrimoine ?", nous a-t-il demandé. In fine, on a donc monté une fiducie – une forme juridique indépendante permettant un transfert de propriété – pour ses chiens. Avec tout cet argent, ils vont pouvoir s'acheter une belle maison et embaucher

des gens pour s'occuper d'eux ! Plus sérieusement, j'arrête de m'occuper de ce type de dossier, ce n'est plus de mon ressort...

Vive la Sécu !

Autre anecdote : ces dix dernières années, nombre de nos clients retraités et fortunés – entre 3 et 15 millions d'euros de patrimoine – se sont installés au Portugal. Le régime fiscal des résidents non habituels (RNH) instauré avec la France en 2009 leur est hyperfavorable. Il leur a permis de ne pas être imposables à l'ISF (puis à l'IFI), en dehors de leurs biens situés en France, et d'être exonérés d'imposition de leurs revenus dits "passifs", c'est-à-dire les dividendes, les pensions de retraite privées, les assurances vie, etc. Bref, c'est le jackpot. Le problème, pour ces gens âgés, c'est quand viennent les pépins de santé. Panique à bord ! Ils n'ont aucune confiance dans les médecins portugais. Dès lors, il faut organiser le retour de leur résidence fiscale en France, pour qu'ils puissent bénéficier pleinement de la Sécurité sociale et des

services de l'hôpital public. Eux qui n'ont pas payé un centime de taxe à la France durant la dernière décennie reviennent sans vergogne pour profiter du système de santé ! Une certaine idée de la solidarité...

Enfin, parlons du sport national chez nos riches : la sous-estimation de la valeur de leur patrimoine au fisc. Une de leurs stratégies privilégiées est la délocalisation fiscale interrégionale. Dans un pays jacobin comme le nôtre, c'est un comble ! Mais, en France, les contrôles fiscaux sont régionalisés. Par conséquent, un important propriétaire viticole en Champagne-Ardenne, par exemple, à qui son activité a permis d'accumuler entre 20 et 30 millions d'euros de patrimoine, sera contrôlé chaque année, car ils ne sont que quelques très riches sur des centaines d'hectares. C'est pourquoi il demandera à son conseiller fiscal d'acheter un appartement dans le VII^e arrondissement de Paris et d'y établir sa résidence fiscale. Pourquoi ? Car c'est là que la concentration des patrimoines de plus de 10 millions d'euros est la plus importante du pays. Ainsi, il se fond dans la masse et aura moins de risques de se faire attraper par le fisc. Malin ! Mais pas très patriote... » ■
* Le prénom a été changé.

**Votre abonnement
Intégral**
(papier + numérique)

0€ le 1^{er} mois
puis 9,50 €
tous les 4 numéros

sans
engagement

Découvrez
nos offres sur
abo.marianne.net